

DÉCISION DU MAIRE

SIGNATURE D'UN MARCHÉ DE SERVICES

Opération : mission de maîtrise d'œuvre pour l'extension de la salle de sport David Vaillant

Projet de Territoire « Saint-Avé 2030 »

Enjeu : <i>Saint-Avé pour tous : cohésion sociale, mixité, proximité et solidarité</i> <i>Organisation des moyens financiers et humains communaux</i>	Objectif : <i>Maintenir des services publics de proximité accueillants et efficaces</i>	Action : <i>Affirmer la mission de service public</i>
--	---	---

VU l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n° 2014/4/78 du conseil municipal en date du 7 avril 2014, donnant délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

CONSIDÉRANT la consultation lancée le 23 juin 2014 en application des articles 28-I et 74-I et II du Code des marchés publics,

VU le rapport d'analyse du 10 septembre 2014,

Le Maire de la commune de Saint-Avé (Morbihan),

DÉCIDE

Article 1^{er} : DE PASSER le marché relatif à une mission de maîtrise d'œuvre pour l'extension de la salle de sport David Vaillant, avec l'équipe de maîtrise d'œuvre formée par KASO Atelier d'architecture, mandataire (56000 Vannes), et les bureaux d'études PLBI (44 Orvault), BECOME (56 Vannes) et LOG BE ACOUSTIQUE (44 Saint-Nazaire), sur la base d'un forfait provisoire de rémunération de 35 280 € HT.

Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la commune.

Article 3 : D'INFORMER le conseil municipal, lors de sa prochaine réunion, de cette décision qui fera l'objet des mêmes règles de publicité que celles applicables aux délibérations, conformément au code général des collectivités territoriales.

Article 4 : D'ADRESSER la présente décision à M. le Préfet du Morbihan et à M. le Receveur municipal, de signer le marché correspondant et le notifier à l'entreprise visée à l'article 1^{er}.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

056-215602061-20141009-2014-066-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/10/2014

Publication : 10/10/2014

Le Maire, Anne GALLO

Fait à Saint-Avé, le 9 octobre 2014

Le Maire,

Anne GALLO